

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1961 Nr. 97

A. TITEL

*Overeenkomst betreffende de opnemng van de Internationale
Populierencommissie in het kader van de F.A.O.;
Rome, 20 november 1959*

B. TEKST ¹⁾

Convention plaçant la commission internationale du peuplier dans le cadre de la FAO

Les Etats contractants,
considérant

Les statuts de la Commission internationale du peuplier créée en 1947 sur proposition du gouvernement français à l'issue d'une semaine internationale du peuplier organisée à Paris,

l'intention des fondateurs de la Commission internationale du peuplier de placer celle-ci sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture,

les vues exprimées par la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture à sa neuvième session, dans la résolution No. 47/57, au sujet de l'opportunité d'éviter toute ambiguïté en ce qui concerne la situation juridique des organismes patronnés par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture et de préciser les liens juridiques existant entre lesdits organismes et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, et

réaffirmant

la nécessité de développer la collaboration internationale dans l'étude de toutes les questions d'ordre scientifique, technique, social et économique se rapportant à la culture du peuplier,

Sont convenus de ce qui suit:

Article I — Statut

La Commission internationale du peuplier (dénommée ci-après „la Commission”) est placée dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (dénommée ci-après „l'Organisation”) et la présente convention établie à cet effet est régie par les dispositions de l'Article XIV de l'Acte constitutif de l'Organisation.

Article II — Membres

1. Sont membres de la Commission les Etats Membres ou les Membres associés de l'Organisation qui acceptent la présente convention conformément aux dispositions de l'Article XIII de celle-ci.

¹⁾ De Spaanse tekst van de Overeenkomst is niet afgedrukt.

**Convention placing the international poplar commission within
the framework of FAO**

The Contracting Nations,

Considering

the statutes of the International Poplar Commission established in 1947 in pursuance of a proposal by the French Government following an International Poplar Week held in Paris,

the intention of the founders of the International Poplar Commission to establish it under the aegis of the Food and Agriculture Organization of the United Nations,

the views expressed by the Ninth Session of the Conference of the Food and Agriculture Organization of the United Nations in Resolution 47/57 regarding the desirability of avoiding any ambiguity with respect to the legal status of bodies promoted by the Food and Agriculture Organization of the United Nations and of clarifying their legal relationship with the Food and Agriculture Organization of the United Nations, and

reaffirming

the desirability of promoting international cooperation in the study of all scientific, technical, social and economic aspects of Poplar cultivation,

Have agreed as follows:

Article I — Status

The International Poplar Commission (hereinafter referred to as „the Commission”) shall be placed within the framework of the Food and Agriculture Organization of the United Nations (hereinafter referred to as „the Organization”) and the present Convention whose object is to achieve that purpose shall be governed by the provisions of Article XIV of the Constitution of the Organization.

Article II — Membership

1. Member Nations of the Commission shall be such Member Nations or Associate Members of the Organization as accept this Convention in accordance with the provisions of Article XIII of this Convention.

2. La Commission peut décider d'admettre en son sein, à la majorité des deux tiers de ses membres, d'autres Etats qui sont membres des Nations Unies à condition qu'en présentant leur demande d'admission ceux-ci déclarent dans un instrument formel accepter la présente convention telle qu'elle s'applique à l'époque de leur admission.

Article III — *Fonctions*

Les fonctions de la Commission sont les suivantes:

- (a) étudier les aspects scientifiques, techniques, sociaux et économiques de la culture du peuplier et du saule,
- (b) faciliter les échanges d'idées et de matériel entre les chercheurs, les producteurs et les utilisateurs,
- (c) établir des programmes de recherche en commun,
- (d) provoquer l'organisation de congrès combinés avec des voyages d'étude,
- (e) faire rapport et adresser des recommandations à la Conférence de l'Organisation par l'intermédiaire du Directeur général de l'Organisation, et
- (f) adresser des recommandations aux Commissions nationales du peuplier par l'intermédiaire du Directeur général de l'Organisation et des gouvernements intéressés.

Article IV — *Création de Commissions nationales du peuplier*

Chaque Etat contractant s'engage à prendre le plus rapidement possible toutes les mesures en son pouvoir pour créer une Commission nationale du peuplier; il s'engage à fournir une description des attributions de celle-ci et des modifications qui peuvent y être apportées au Directeur général de l'Organisation qui transmet ces informations aux autres Etats Membres de la Commission. Chaque Etat contractant communique également au Directeur général les publications de sa Commission nationale.

Article V — *Siège de la Commission*

Le siège de la Commission est fixé au siège de l'Organisation à Rome.

Article VI — *Sessions*

1. Chaque Etat Membre de la Commission est représenté aux sessions de celle-ci par un seul délégué qui peut être accompagné d'un suppléant ainsi que d'experts et de conseillers. Les suppléants, experts et conseillers peuvent participer aux débats de la Commission mais ils ne votent pas, sauf dans le cas où le suppléant est dûment autorisé à remplacer le délégué. Chaque Etat Membre de la Commission a une voix. Les décisions de la Commission sont acquises à la ma-

2. The Commission may, by a two-thirds majority of its membership, admit to membership such other Nations that are Members of the United Nations as have submitted an application for membership and a declaration made in a formal instrument that they accept this Convention as in force at the time of admission.

Article III — *Functions*

The functions of the Commission shall be:

- (a) to study the scientific, technical, social and economic aspects of poplar and willow cultivation,
- (b) to promote the exchange of ideas and material between research workers, producers and users,
- (c) to arrange joint research programs,
- (d) to stimulate the organization of congresses combined with study tours,
- (e) to report and make recommendations to the Conference of the Organization, through the Director-General of the Organization, and
- (f) to make recommendations to National Poplar Commissions, through the Director-General of the Organization and the governments concerned.

Article IV — *Establishment of National Poplar Commissions*

Each contracting Nation shall make provision as soon as possible and to the best of its ability, for the establishment of a National Poplar Commission and shall transmit a description of the competence and scope of the National Commission and of any changes thereto to the Director-General of the Organization, who shall circulate this information to the other Member Nations of the Commission. Each contracting Nation shall communicate to the Director-General the publications of its National Commission.

Article V — *Seat of the Commission*

The seat of the Commission shall be in Rome at the Headquarters of the Organization.

Article VI — *Sessions*

1. Each Member Nation of the Commission shall be represented at sessions of the Commission by a single delegate who may be accompanied by an alternate and by experts and advisors. Alternates, experts and advisors may take part in the proceedings of the Commission but not vote, except in the case of an alternate who is duly authorized to substitute for the delegate. Each Member Nation of the Commission shall have one vote. Decisions of the Commission

rité des suffrages exprimés sauf dispositions contraires de la présente convention. Le quorum est constitué par la majorité des Etats Membres de la Commission.

2. La Commission est convoquée en session ordinaire tous les deux ans par le Directeur général de l'Organisation après consultation du Président du Comité exécutif. La Commission peut être convoquée en session extraordinaire par le Directeur général après consultation du Président du Comité exécutif ou à la demande de la Commission ou encore à la demande d'un tiers au moins des Etats Membres de la Commission.

3. La Commission se réunit au lieu fixé par elle sur le territoire des Etats Membres ou au siège de la Commission.

4. La Commission élit parmi les délégués, au début de chaque session, un président et deux vice-présidents.

5. Il est constitué pour la durée de la session un Bureau composé du Président et des deux Vice-Présidents de la session ainsi que du Président et du Vice-Président du Comité exécutif.

Article VII — *Comité exécutif*

1. Il est constitué un Comité exécutif de la Commission comprenant 12 membres et au maximum 5 membres cooptés.

2. La Commission élit 12 membres du Comité exécutif parmi les candidats présentés par les membres de la Commission sur proposition des Commissions nationales du peuplier des pays respectifs. Les membres du Comité exécutif sont nommés à titre personnel, à raison de leurs qualifications spéciales, pour une durée de six ans et sont rééligibles.

3. Pour s'assurer le concours de spécialistes appropriés, le Comité exécutif peut admettre par cooptation un à cinq membres supplémentaires dans les mêmes conditions qu'au paragraphe 2 ci-dessus. Le mandat des membres supplémentaires expire avec celui des membres élus.

4. Entre les sessions de la Commission, le Comité exécutif agit au nom de celle-ci dont il est l'organe exécutif. En particulier, il soumet à la Commission des propositions concernant l'orientation générale des activités de celle-ci et son programme de travail, il étudie les questions techniques et il assure la mise en oeuvre du programme approuvé par la Commission.

shall be taken by a majority of the votes cast except as otherwise provided in this Convention. A majority of the Member Nations of the Commission shall constitute a quorum.

2. The Director-General of the Organization in consultation with the Chairman of the Executive Committee of the Commission shall convene a regular session of the Commission once every two years. Special sessions of the Commission may be convened by the Director-General in consultation with the Chairman of the Executive Committee, or if requested by the Commission, or by at least one-third of the Member Nations of the Commission.

3. The sessions of the Commission shall be held at the place determined by the Commission within the territories of its Member Nations or at the seat of the Commission.

4. The Commission shall elect, at the beginning of each session, from amongst the delegates, a Chairman and two Vice-Chairmen.

5. There shall be a General Committee of the session consisting of the Chairman and the two Vice-Chairmen of the session and the Chairman and the Vice-Chairman of the Executive Committee.

Article VII — *Executive Committee*

1. There shall be an Executive Committee of the Commission consisting of 12 members and up to 5 co-opted members.

2. Twelve members of the Executive Committee shall be elected by the Commission from among individuals nominated by Member Nations of the Commission upon the suggestion of their respective National Poplar Commissions. Members of the Executive Committee shall be appointed in their personal capacity because of their special competence, and shall serve for a period of six years. Members of the Executive Committee shall be eligible for re-election.

3. The Executive Committee may, in order to ensure the cooperation of the necessary specialists, co-opt one to five additional members under the same conditions as are provided for in paragraph 2 above. The term of office of the additional members shall expire with the term of the elected members.

4. The Executive Committee shall, between sessions of the Commission, act on behalf of the Commission as its executive organ. The Executive Committee shall in particular make proposals to the Commission regarding the general orientation and the program of work of the Commission, study technical questions and implement the program as approved by the Commission.

5. Le Comité exécutif élit parmi ses membres un Président et un Vice-Président.

6. Le Directeur général de l'Organisation peut réunir le Comité exécutif aussi souvent qu'il est nécessaire après avoir consulté le Président dudit Comité. Le Comité se réunit à l'occasion de chaque session ordinaire et il se réunit également au moins une fois entre deux sessions ordinaires de la Commission.

7. Le Comité exécutif fait rapport à la Commission.

Article VIII — *Secrétaire*

Le Directeur général de l'Organisation nomme parmi les fonctionnaires de l'Organisation un Secrétaire de la Commission qui relève du Directeur général. Le Secrétaire exerce les fonctions exigées par les activités de la Commission.

Article IX — *Organismes subsidiaires*

1. La Commission peut, le cas échéant, constituer des sous-commissions, des comités ou des groupes de travail sous réserve que les crédits nécessaires soient disponibles dans le chapitre correspondant du budget approuvé par l'Organisation. Ces sous-commissions, comités ou groupes de travail se réunissent sur convocation du Directeur général de l'Organisation qui consulte à cet effet le Président de l'organisme intéressé.

2. Peuvent faire partie des organismes subsidiaires soit tous les Etats Membres de la Commission, soit certains Etats Membres de la Commission, soit des particuliers nommés à titre personnel, suivant ce que décide la Commission.

Article X — *Dépenses*

1. Les dépenses qu'occasionne pour les délégués des Etats Membres de la Commission et pour leurs suppléants et conseillers leur participation aux sessions de la Commission ou à celles de ses organismes subsidiaires, de même que les dépenses des observateurs, sont supportées par les gouvernements ou organismes respectifs.

2. Les dépenses qu'occasionne pour les membres du Comité exécutif leur participation aux sessions de celui-ci sont supportées par les pays dont ils sont ressortissants.

3. Les dépenses des particuliers invités à titre personnel à assister aux sessions ou à participer aux travaux de la Commission ou de ses organismes subsidiaires sont supportées par ces personnes à moins qu'elles n'aient été priées d'accomplir une tâche déterminée pour le compte de la Commission ou de ses organismes subsidiaires.

5. The Executive Committee shall elect from amongst its Members a Chairman and a Vice-Chairman.

6. Sessions of the Executive Committee may be convened as often as necessary by the Director-General of the Organization in consultation with its Chairman. The Committee shall meet in connection with each regular session of the Commission. It shall also meet at least once between two regular sessions of the Commission.

7. The Executive Committee shall report to the Commission.

Article VIII — *Secretary*

A Secretary of the Commission shall be appointed by the Director-General of the Organization from amongst the senior staff of the Organization and shall be responsible to the Director-General. The Secretary shall perform such duties as the work of the Commission may require.

Article IX — *Subsidiary Bodies*

1. The Commission may, if necessary, establish sub-commissions, committees or working parties, subject to the availability of the necessary funds in the relevant chapter of the approved budget of the Organization. Sessions of such sub-commissions, committees or working parties shall be convened by the Director-General of the Organization in consultation with the Chairman of such body.

2. Membership in subsidiary bodies shall be open to all Member Nations of the Commission, or shall consist of selected Member Nations of the Commission, or of individuals appointed in their personal capacity, as determined by the Commission.

Article X — *Expenses*

1. Expenses incurred by delegates of Member Nations of the Commission and of their alternates and advisors, when attending sessions of the Commission, or subsidiary bodies, as well as the expenses incurred by observers, shall be borne by the respective governments or organizations.

2. Expenses of all the Members of the Executive Committee when attending sessions of the Executive Committee shall be borne by the countries of which they are nationals.

3. Expenses incurred by individuals invited in their personal capacity to attend sessions or participate in the work of the Commission or its subsidiary bodies shall be borne by such individuals except when they have been requested to perform a specific task on behalf of the Commission or its subsidiary bodies.

4. Les dépenses du Secrétariat sont supportées par l'Organisation.

5. Si la Commission ou le Comité exécutif ne se réunissent pas au siège de la Commission, toutes les dépenses supplémentaires ainsi occasionnées sont supportées par le gouvernement du pays hôte. Les dépenses afférentes aux publications des sessions de la Commission autres que les rapports desdites sessions, du Comité exécutif et des organismes subsidiaires, sont supportées par le gouvernement du pays hôte.

Article XI — *Règlement intérieur*

La Commission peut, à la majorité des deux tiers de ses membres, adopter un règlement intérieur et amender celui-ci qui doit être compatible avec le règlement intérieur adopté par la Conférence. Le règlement intérieur de la Commission et les amendements qui peuvent y être apportés entrent en vigueur à compter de leur approbation par le Directeur général de l'Organisation, sous réserve de confirmation du Conseil.

Article XII — *Amendements*

1. La présente convention peut être amendée avec l'approbation des deux tiers des membres de la Commission.

2. Des propositions d'amendement peuvent être soumises par tout Membre de la Commission dans une communication adressée au Directeur général de l'Organisation 120 jours au plus tard avant l'ouverture de la session à laquelle la proposition doit être examinée. Le Directeur général de l'Organisation avise immédiatement les Etats Membres de la Commission de toutes propositions d'amendement.

3. Les amendements ne prennent effet qu'à compter de leur approbation par la Conférence de l'Organisation. Le Directeur général de l'Organisation informe de ces amendements tous les Etats Membres de la Commission, tous les Etats Membres et tous les Membres associés de l'Organisation ainsi que le Secrétaire général des Nations Unies.

4. Les amendements entraînant de nouvelles obligations pour les Etats Membres de la Commission n'entrent en vigueur pour chacun d'eux qu'à compter de leur acceptation par ledit Etat Membre. Les instruments d'acceptations des amendements entraînant de nouvelles obligations sont déposés auprès du Directeur général de l'Organisation qui informe de la réception de ces acceptations tous les Etat Membre de la Commission, tous les Etats Membres et tous les Membres associés de l'Organisation ainsi que le Secrétaire général des Nations Unies. Les droits et obligations des Etat Membres de la

4. The expenses of the Secretariat shall be borne by the Organization.

5. When the Commission or Executive Committee hold sessions elsewhere than at the seat of the Commission, all additional expenses related to such sessions shall be borne by the host government. The expenses for publications relating to sessions of the Commission other than the reports of such sessions, of the Executive Committee and subsidiary bodies shall be borne by the host government.

Article XI — *Rules of Procedure*

The Commission may, by a majority of two-thirds of its membership, adopt and amend its own Rules of Procedure, which shall be consistent with the General Rules of the Organization. The Rules of the Commission and any amendments thereto shall come into force upon approval by the Director-General of the Organization, and as from the date of such approval, subject to confirmation by the Council.

Article XII — *Amendments*

1. This Convention may be amended by the Commission by a two-thirds majority of the membership of the Commission.

2. Proposals for amendments may be made by any Member Nation of the Commission in a communication addressed to the Director-General of the Organization not later than 120 days before the session at which the proposal is to be considered. The Director-General shall immediately inform all Member Nations of the Commission of all proposals for amendment.

3. Amendments shall become effective only with the concurrence of the Conference of the Organization and as from the date of such concurrence. The Director-General of the Organization shall inform all Member Nations of the Commission, all Member Nations and Associate Members of the Organization and the Secretary-General of the United Nations of such amendments.

4. Amendments involving new obligations for Member Nations of the Commission shall come into force in respect of each Member Nation only upon acceptance by it. The instruments of acceptance of amendments involving new obligations shall be deposited with the Director-General of the Organization. The Director-General of the Organization shall inform all Member Nations of the Commission, all Member Nations and Associate Members of the Organization and the Secretary-General of the United Nations of such acceptance. The rights and obligations of any Member Nation

Commission qui n'acceptent pas un amendement entraînant pour eux de nouvelles obligations continuent à être régis par les dispositions de la présente convention en vigueur avant ledit amendement.

Article XIII — *Acceptation*

1. L'acceptation de la présente convention par un Etat Membre ou un Membre associé de l'Organisation s'effectue par le dépôt d'un instrument d'acceptation auprès du Directeur général de l'Organisation et prend effet à compter de la réception de cette notification par le Directeur général.

2. L'acceptation de la présente convention par les Etats qui ne sont pas membres de l'Organisation prend effet à compter de la date à laquelle la Commission approuve leur demande d'admission conformément aux dispositions de l'Article II de la présente convention.

3. Le Directeur général de l'Organisation informe des acceptations qui ont pris effet tous les Etats Membres de la Commission, tous les Etats Membres et tous les Membres associés de l'Organisation ainsi que le Secrétaire général des Nations Unies.

4. L'acceptation de la présente convention peut être subordonnée à des réserves qui ne prennent effet que si elles ont été acceptées par tous les Etats Membres de la Commission. Le Directeur général de l'Organisation notifie immédiatement à tous les Etats Membres de la Commission les réserves qui ont été formulées. Les Etats Membres de la Commission qui n'ont pas répondu dans un délai de trois mois à partir de la date de cette notification sont réputés avoir accepté la réserve.

Article XIV — *Application territoriale*

Les Etats Membres de la Commission doivent indiquer expressément, au moment où ils acceptent la présente convention, à quels territoires s'applique leur acceptation. En l'absence d'une telle déclaration, leur acceptation est réputée valoir pour tous les territoires dont la conduite des relations internationales incombe à l'Etat Membre intéressé. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'Article XVI ci-dessous, l'application territoriale peut être modifiée par une déclaration ultérieure.

Article XV — *Interprétation de la Convention et règlement des différends*

Tout différend concernant l'interprétation ou l'application de la présente convention, s'il n'est pas réglé par la Commission, est déféré à un comité composé à raison d'un membre désigné par chacune des parties en litige et d'un Président indépendant choisi par lesdits

of the Commission that has not accepted an amendment involving additional obligations shall continue to be governed by the provisions of the Convention in force prior to the amendment.

Article XIII — *Acceptance*

1. Acceptance of this Convention by any Member Nation or Associate Member of the Organization shall be effected by the deposit of an instrument of acceptance with the Director-General of the Organization and shall take effect on receipt of such notification by the Director-General.

2. Acceptance of this Convention by non-member nations of the Organization shall become effective on the date on which the Commission approves the application for membership in conformity with the provisions of Article II of this Convention.

3. The Director-General of the Organization shall inform all Member Nations of the Commission, all Member Nations and Associate Members of the Organization and the Secretary-General of the United Nations of all acceptances that have become effective.

4. Acceptance of this Convention may be made subject to reservations which shall become operative only upon unanimous concurrence by the Member Nations of the Commission. The Director-General of the Organization shall notify forthwith all Member Nations of the Commission of any reservation. Members of the Commission not having replied within three months from the date of the notification shall be deemed to have accepted the reservation.

Article XIV — *Territorial Application*

Member Nations of the Commission shall, when accepting this Convention, state explicitly to which territories their participation shall extend. In the absence of such a declaration, participation shall be deemed to apply to all the territories for the international relations of which the Member Nation of the Commission is responsible. Subject to the provisions of Article XVI, paragraph 2 below, the scope of the territorial application may be modified by a subsequent declaration.

Article XV — *Interpretation and Settlement of Disputes*

Any dispute regarding the interpretation or application of this Convention, if not settled by the Commission, shall be referred to a committee composed of one member appointed by each of the parties to the dispute, and in addition an independent chairman

membres du comité. Les recommandations du comité ne lient pas les parties en cause, mais celles-ci doivent reconsidérer à la lumière desdites recommandations la question qui est à l'origine du différend. Si cette procédure n'aboutit pas au règlement du différend, celui-ci est déferé à la Cour internationale de justice conformément au statut de celle-ci, à moins que les parties en litige ne conviennent d'une autre procédure de règlement.

Article XVI — *Retrait*

1. Les Etats Membres peuvent notifier leur retrait de la Commission à tout moment après l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de leur acceptation de la présente convention. Ce retrait prend effet six mois après la date où le Directeur général de l'Organisation en a reçu notification et celui-ci informe de la réception de cette notification tous les Etats Membres de la Commission, tous les Etats Membres et tous les Membres associés de l'Organisation ainsi que le Secrétaire général des Nations Unies.

2. L'Etat Membre de la Commission qui assume la conduite des relations internationales de plus d'un territoire doit indiquer, lorsqu'il notifie son retrait de la Commission, le ou les territoires auxquels s'applique ce retrait. En l'absence d'une telle déclaration, le retrait est réputé s'appliquer à tous les territoires dont le membre intéressé assume la conduite des relations internationales. Un Etat Membre de la Commission peut notifier le retrait d'un ou de plusieurs des territoires dont il assume la conduite des relations internationales. Les Etats Membres de la Commission qui notifient leur retrait de l'Organisation sont réputés se retirer simultanément de la Commission et ce retrait est réputé s'appliquer à tous les territoires dont l'Etat intéressé assume la conduite des relations internationales, exception faite pour les Membres associés.

Article XVII — *Expiration*

La présente convention devient caduque dès lors que le nombre des Etats Membres de la Commission devient inférieur à 6, à moins que les Etats qui restent parties à ladite convention n'en décident autrement à l'unanimité sous réserve de l'approbation de la Conférence de l'Organisation. Le Directeur général de l'Organisation informe de l'expiration de la présente convention tous les Etats Membres de la Commission, tous les Etats Membres et tous les Membres associés de l'Organisation ainsi que le Secrétaire général des Nations Unies.

Article XVIII — *Entrée en vigueur*

1. La présente convention entre en vigueur dès que 12 Etats Membres ou Membres associés de l'Organisation y sont devenus

chosen by the members of the committee. The recommendations of such a committee, while not binding in character, shall become the basis for renewed consideration by the parties concerned of the matter out of which the disagreement arose. If as the result of this procedure the dispute is not settled, it shall be referred to the International Court of Justice in accordance with the Statute of the Court, unless the parties to the dispute agree to another method of settlement.

Article XVI — *Withdrawal*

1. Any Member Nation of the Commission may give notice of withdrawal from the Commission at any time after the expiry of one year from the date of its acceptance of this Convention. Such notice of withdrawal shall take effect six months after the date of its receipt by the Director-General of the Organization who shall inform all Member Nations of the Commission, all Member Nations and Associate Members of the Organization and the Secretary-General of the United Nations of such receipt.

2. A Member Nation of the Commission that is responsible for the international relations of more than one territory shall, when giving notice of its own withdrawal from the Commission, state to which territory or territories the withdrawal is to apply. In the absence of such a declaration, the withdrawal shall be deemed to apply to all the territories for the international relations of which the Member Nation of the Commission is responsible. A Member Nation of the Commission may give notice of withdrawal with respect to one or more of the territories for the international relations of which it is responsible. Any Member Nation of the Commission that gives notice of withdrawal from the Organization shall be deemed to have simultaneously withdrawn from the Commission, and this withdrawal shall be deemed to apply to all the territories for the international relations of which the nation concerned is responsible, with the exception of Associate Members.

Article XVII — *Termination*

This Convention shall be considered terminated if and when the number of Member Nations of the Commission falls below 6 unless the remaining Member Nations of the Commission unanimously decide otherwise subject to the approval of the Conference of the Organization. The Director-General of the Organization shall inform all Member Nations of the Commission, all Member Nations and Associate Members of the Organization and the Secretary-General of the United Nations of such termination.

Article XVIII — *Entry into Force*

1. This Convention shall enter into force as soon as twelve Member Nations or Associate Members of the Organization have

parties par suite du dépôt d'un instrument d'acceptation conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'Article XIII de la présente convention.

2. Les dispositions de la présente convention remplacent, pour les Etats qui sont déjà membres de la Commission et qui deviennent parties à la présente convention, les statuts de la Commission internationale du peuplier adoptés lors de la seconde session de la Commission tenue du 20 au 28 avril 1948 en Italie.

Article XIX — *Langues faisant foi*

Les textes anglais, français et espagnol de la présente convention font également foi.

La présente Convention qui place la Commission internationale du peuplier dans le cadre de l'Organisation ayant été approuvée par la Conférence de l'Organisation le 19 novembre 1959 par résolution No 61/59, les soussignés, respectivement Président de la dixième session de la Conférence de l'Organisation et Directeur général de l'Organisation, certifient par les présentes que ce document constitue un exemplaire authentique du texte de la Convention tel qu'il a été approuvé par la Conférence de l'Organisation. Un autre exemplaire identique au présent document et dont l'authenticité sera pareillement certifiée par le Président de la dixième session de la Conférence et le Directeur général de l'Organisation sera transmis au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies aux fins d'enregistrement après l'entrée en vigueur de la présente Convention. En outre, le Directeur général de l'Organisation établira des copies certifiées conformes de la présente Convention et en fera parvenir une à chacun des Etats Membres ou Membres associés de l'Organisation.

Fait à Rome, le 20 novembre 1959.

Signé: RICHELIEU MORRIS
Président de la Conférence

Signé: B. R. SEN
*Directeur général
de l'Organisation*

become parties to it by the deposit of an instrument of acceptance in accordance with the provisions of Article XIII. 1 of this Convention.

2. With respect to such nations as are already Members of the Commission and who become parties to the present Convention, the provisions of this Convention shall replace the provisions of the statutes of the International Poplar Commission adopted at the second session of the Commission held on 20 to 28 April 1948 in Italy.

Article XIX — *Authentic Languages*

The English, French and Spanish texts of this Convention shall be equally authentic.

The present Convention regarding the establishment of the International Poplar Commission within the framework of the Organization having been approved by the Conference of the Organization on 19 November 1959 by Resolution No. 61/59, the undersigned, the Chairman of the Tenth Session of the Conference of the Organization and the Director-General of the Organization, hereby certify that this document constitutes a true copy of the text of the Convention as approved by the Conference of the Organization. A document identical to the present one and likewise certified by the Chairman of the Tenth Session of the Conference and the Director-General of the Organization, shall be transmitted to the Secretary-General of the United Nations for registration once this Convention has come into force. The Director-General of the Organization shall in addition certify copies of this Convention and transmit one such copy to each Member or Associate Member of the Organization.

Rome, 20 November 1959.

Signed: RICHELIEU MORRIS
Chairman of the Conference

Signed: B. R. SEN
*Director-General
of the Organization*

C. VERTALING**Overeenkomst betreffende de opnemng van de Internationale
Populierencommissie in het kader van de F.A.O.**

De overeenkomstsluitende staten,

Gelet op

de statuten van de Internationale Populierencommissie, opgericht in 1947 op voorstel van de Franse Regering na afloop van een in Parijs gehouden internationale populierenweek,

de bedoeling van de oprichters van de Internationale Populierencommissie deze te plaatsen onder auspiciën van de Voedsel- en Landbouworganisatie van de Verenigde Naties,

de door de Conferentie van de Voedsel- en Landbouworganisatie van de Verenigde Naties in haar negende zitting in Resolutie nr. 47/57 tot uitdrukking gebrachte inzichten betreffende de wenselijkheid om iedere onzekerheid te vermijden ten aanzien van de rechtspositie van de onder bescherming van de Voedsel- en Landbouworganisatie van de Verenigde Naties staande lichamen en om de rechtsbetrekkingen die tussen deze lichamen en de Voedsel- en Landbouworganisatie van de Verenigde Naties bestaan nauwkeurig te omschrijven, en

Opnieuw bevestigende

de wenselijkheid om de internationale samenwerking te bevorderen bij de bestudering van alle wetenschappelijke, technische, sociale en economische vraagstukken die betrekking hebben op de populierenteelt,

zijn het volgende overeengekomen:

Artikel I — *Status*

De Internationale Populierencommissie (hierna genoemd „de Commissie”) wordt opgenomen in het kader van de Voedsel- en Landbouworganisatie van de Verenigde Naties (hierna genoemd „de Organisatie”) en deze Overeenkomst, die voor dit doel is opgesteld, is onderworpen aan de bepalingen van artikel XIV van het Statuut van de Organisatie.

Artikel II — *Leden*

1. Leden van de Commissie zijn de Lid-Staten of Geassocieerde Leden van de Organisatie, die deze Overeenkomst volgens de bepalingen van artikel XIII daarvan aanvaarden.

2. De Commissie kan met een meerderheid van twee-derde van haar leden andere staten die lid zijn van de Verenigde Naties toe-

laten op voorwaarde dat zij, bij de aanbieding van hun verzoek om toelating, door middel van een formele akte verklaren deze Overeenkomst te aanvaarden, zoals die op het tijdstip van hun toelating van kracht is.

Artikel III — *Taak*

De Commissie heeft de volgende taak:

- (a) het bestuderen van de wetenschappelijke, technische, sociale en economische aspecten van de teelt van de populier en de wilg,
- (b) het bevorderen van de uitwisseling van denkbeelden en materiaal tussen onderzoekers, producenten en gebruikers,
- (c) het opstellen van programma's voor gezamenlijk onderzoek,
- (d) het bevorderen van het houden van congressen gecombineerd met studiereizen,
- (e) het uitbrengen van verslag, en het doen van aanbevelingen, aan de Vergadering van de Organisatie door tussenkomst van de Directeur-Generaal van de Organisatie, en
- (f) het doen van aanbevelingen aan de nationale populierencommissies door tussenkomst van de Directeur-Generaal van de Organisatie en de betrokken regeringen.

Artikel IV — *Instelling van nationale populierencommissies*

Iedere overeenkomstsluitende staat neemt zo spoedig mogelijk en naar beste vermogen de maatregelen die nodig zijn voor de instelling van een nationale populierencommissie, en zendt een omschrijving van de bevoegdheden en het arbeidsterrein van de nationale populierencommissie, en van eventuele wijzigingen daarvan, aan de Directeur-Generaal van de Organisatie, die deze inlichtingen doorzendt aan de andere leden van de Commissie. Iedere overeenkomstsluitende staat doet aan de Directeur-Generaal de publicaties van zijn nationale commissie toekomen.

Artikel V — *Zetel van de Commissie*

De zetel van de Commissie is gevestigd te Rome ten hoofdkantore van de Organisatie.

Artikel VI — *Zittingen*

1. Iedere Lid-Staat van de Commissie wordt op de zittingen van de Commissie vertegenwoordigd door één enkele afgevaardigde, die zich kan doen vergezellen door een plaatsvervanger en door deskundigen en adviseurs. De plaatsvervangers, deskundigen en adviseurs kunnen aan de besprekingen van de Commissie deelnemen, maar zij brengen geen stem uit, behalve indien de plaatsvervanger naar behoren gemachtigd wordt de afgevaardigde te vervangen. Iedere Lid-Staat van de Commissie heeft één stem. De besluiten

van de Commissie worden genomen bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen, tenzij in deze Overeenkomst anders is bepaald. Het quorum wordt gevormd door de meerderheid van de Lid-Staten van de Commissie.

2. De Directeur-Generaal van de Organisatie roept, na overleg met de voorzitter van het Bestuur, de Commissie eens per twee jaar in gewone zitting bijeen. De Directeur-Generaal kan de Commissie, na overleg met de voorzitter van het Bestuur, of op verzoek van de Commissie, of op verzoek van tenminste een derde van de Lid-Staten van de Commissie, in buitengewone zitting bijeenroepen.

3. De zittingen van de Commissie worden gehouden op een door de Commissie bepaalde plaats binnen het grondgebied van de Lid-Staten of op de plaats waar haar zetel is gevestigd.

4. De Commissie kiest bij de aanvang van iedere zitting uit de afgevaardigden een voorzitter en twee ondervoorzitters.

5. Er wordt voor de duur van de zitting een Bureau gevormd, dat bestaat uit de voorzitter en de twee ondervoorzitters van de zitting en de voorzitter en ondervoorzitter van het Bestuur.

Artikel VII — *Bestuur*

1. Er wordt een Bestuur van de Commissie ingesteld bestaande uit 12 leden en ten hoogste 5 gecoöpteerde leden.

2. De Commissie kiest 12 leden van het Bestuur uit de door de Lid-Staten van de Commissie, op voorstel van de nationale populierencommissies van de desbetreffende landen, aangewezen personen. De leden van het Bestuur worden in hun persoonlijke hoedanigheid op grond van hun bijzondere bekwaamheden voor de duur van zes jaren benoemd. De leden van het Bestuur zijn herkiezbaar.

3. Teneinde zich van de medewerking van de nodige specialisten te verzekeren kan het Bestuur één tot vijf gecoöpteerde leden toelaten onder dezelfde voorwaarden als bepaald in lid 2. De ambts-termijn van de gecoöpteerde leden loopt af tegelijk met die van de gekozen leden.

4. In het tijdsverloop tussen de zittingen van de Commissie treedt het Bestuur namens haar op als haar uitvoerend orgaan. In het bijzonder doet het aan de Commissie voorstellen toekomen aangaande algemene richtlijnen voor de werkzaamheden en het werkprogramma van de Commissie, bestudeert technische vraagstukken en draagt zorg voor de uitvoering van het door de Commissie goedgekeurde programma.

5. Het Bestuur kiest uit zijn leden een voorzitter en een ondervoorzitter.

6. De Directeur-Generaal van de Organisatie kan in overleg met de voorzitter van het Bestuur het Bestuur zo vaak bijeenroepen als nodig is. Het Bestuur komt ter gelegenheid van elke gewone zitting van de Commissie tezamen en vergadert ook tenminste éénmaal tussen twee zittingen van de Commissie in.

7. Het Bestuur brengt verslag uit aan de Commissie.

Artikel VIII — *Secretaris*

De Directeur-Generaal van de Organisatie benoemt uit de hogere ambtenaren van de Organisatie een secretaris van de Commissie, die verantwoordelijk is aan de Directeur-Generaal. De secretaris verricht hetgeen nodig is in verband met de werkzaamheden van de Commissie.

Artikel IX — *Hulporganen*

1. De Commissie kan, indien gewenst, subcommissies, comités of werkgroepen instellen onder voorbehoud dat de benodigde gelden beschikbaar zijn op het desbetreffende hoofdstuk van de door de Organisatie goedgekeurde begroting. Deze subcommissies, comités en werkgroepen worden door de Directeur-Generaal van de Organisatie, in overleg met de voorzitter van het desbetreffende orgaan, bijeengeroepen.

2. Van deze hulporganen kunnen deel uitmaken hetzij alle Lid-Staten van de Commissie, hetzij bepaalde Lid-Staten van de Commissie, hetzij particulieren die in hun persoonlijke hoedanigheid worden benoemd, al naar de Commissie beslist.

Artikel X — *Uitgaven*

1. De uitgaven die deelneming aan de zittingen van de Commissie of aan die van de hulporganen voor de afgevaardigden van de Lid-Staten van de Commissie en voor hun plaatsvervangers en adviseurs met zich medebrengt, alsmede de uitgaven van de waarnemers, worden door de desbetreffende regeringen of organisaties gedragen.

2. De uitgaven, die deelneming aan de vergaderingen van het Bestuur voor de leden van het Bestuur met zich medebrengt worden gedragen door de landen waarvan zij onderdaan zijn.

3. De uitgaven van personen die in persoonlijke hoedanigheid zijn uitgenodigd om zittingen van de Commissie bij te wonen of aan de werkzaamheden van de Commissie of van haar hulporganen deel te nemen worden door deze personen gedragen, tenzij hun is verzocht een bepaalde taak ten behoeve van de Commissie of van haar hulporganen uit te voeren.

4. De kosten van het secretariaat worden door de Organisatie gedragen.

5. Wanneer de Commissie of het Bestuur niet vergadert ter plaatse waar de zetel van de Commissie is gevestigd worden alle met die zitting in verband staande extra uitgaven door de regering van het ontvangende land gedragen. De uitgaven nodig voor de publikaties betreffende de zittingen van de Commissie, met uitzondering van de verslagen van deze zittingen, van het Bestuur en de hulporganen worden door de regering van het ontvangende land gedragen.

Artikel XI — *Huishoudelijk reglement*

De Commissie kan met twee-derde meerderheid van haar leden een huishoudelijk reglement aannemen en wijzigen, dat in overeenstemming moet zijn met het Algemeene Reglement van de Organisatie. Het huishoudelijk reglement en de eventuele wijzigingen daarop treden in werking op de datum van goedkeuring door de Directeur-Generaal van de Organisatie onder voorbehoud van bevestiging door de Raad.

Artikel XII — *Wijzigingen*

1. Deze Overeenkomst kan worden gewijzigd door de Commissie met goedkeuring van twee-derde van haar leden.

2. Voorstellen tot wijziging kunnen worden gedaan door elke Lid-Staat van de Commissie in een mededeling aan de Directeur-Generaal van de Organisatie, uiterlijk 120 dagen voor de opening van de zitting waarop het voorstel moet worden behandeld. De Directeur-Generaal van de Organisatie stelt de Lid-Staten van de Commissie onverwijld van alle wijzigingsvoorstellen in kennis.

3. Wijzigingen worden slechts van kracht nadat zij door de Vergadering van de Organisatie zijn goedgekeurd, en wel met ingang van de datum van goedkeuring. De Directeur-Generaal van de Organisatie stelt alle Lid-Staten van de Commissie, alle Lid-Staten en alle Geassocieerde Leden van de Organisatie, alsmede de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties, op de hoogte van deze wijzigingen.

4. Wijzigingen die nieuwe verplichtingen voor de Lid-Staten van de Commissie met zich medebrengen worden voor elke afzonderlijke Lid-Staat slechts van kracht nadat zij door de betrokken Lid-Staat zijn aanvaard. De akten van aanvaarding van wijzigingen die nieuwe verplichtingen met zich medebrengen worden nedergelegd bij de Directeur-Generaal van de Organisatie, die alle Lid-Staten van de Commissie, alle Lid-Staten en Geassocieerde Leden van de Organisatie, alsmede de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties mededeling doet van de ontvangst van deze aanvaardingen. De rechten en verplichtingen van de Lid-Staten van de Commissie

die een wijziging die voor hen nieuwe verplichtingen met zich medebrengt, niet aanvaarden blijven gebaseerd op de bepalingen van deze Overeenkomst zoals die van kracht waren voor de desbetreffende wijziging.

Artikel XIII — *Aanvaarding*

1. De aanvaarding van deze Overeenkomst door een Lid-Staat of een Geassocieerd Lid van de Organisatie geschiedt door de nederlegging van een akte van aanvaarding bij de Directeur-Generaal van de Organisatie en wordt van kracht met ingang van het ogenblik van ontvangst van deze mededeling door de Directeur-Generaal.

2. De aanvaarding van deze Overeenkomst door staten die geen lid zijn van de Organisatie wordt van kracht met ingang van de datum waarop de Commissie hun verzoek tot toelating inwilligt overeenkomstig de bepalingen van artikel II van deze Overeenkomst.

3. De Directeur-Generaal van de Organisatie doet aan alle Lid-Staten van de Commissie, alle Lid-Staten en alle Geassocieerde Leden van de Organisatie, alsmede de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties mededeling van de aanvaardingen die van kracht zijn geworden.

4. De aanvaarding van deze Overeenkomst kan geschieden onder voorbehouden die slechts van kracht worden nadat zij door de Lid-Staten van de Commissie met eenparigheid van stemmen zijn goedgekeurd. De Directeur-Generaal van de Organisatie doet alle Lid-Staten van de Commissie onverwijld mededeling van de gemaakte voorbehouden. De Lid-Staten van de Commissie die niet binnen een periode van drie maanden te rekenen van de datum van deze mededeling af hebben geantwoord, worden geacht het voorbehoud te hebben aanvaard.

Artikel XIV — *Territoriale toepassing*

De Lid-Staten van de Commissie dienen op het ogenblik waarop zij deze Overeenkomst aanvaarden, uitdrukkelijk aan te geven voor welke gebiedsdelen deze aanvaarding van kracht is. Indien een zodanige verklaring achterwege wordt gelaten, worden zij geacht de Overeenkomst te hebben aanvaard voor alle gebieden waarvan de internationale betrekkingen door de desbetreffende Lid-Staat worden behartigd. Behoudens de bepalingen van lid 2 van Artikel XVI, kan de territoriale toepassing worden gewijzigd bij een latere verklaring.

Artikel XV — *Uitlegging van de Overeenkomst en regeling van geschillen*

Elk geschil over de uitlegging of de toepassing van deze Overeenkomst zal, indien het niet geregeld wordt door de Commissie, worden verwezen naar een comité waarin elk van de partijen bij het geschil één lid aanwijst en een onafhankelijke voorzitter, gekozen

door genoemde leden van het comité. De aanbevelingen van het comité binden de betrokken partijen niet, doch deze dienen in het licht van de desbetreffende aanbevelingen de zaak waaruit het geschil ontstond opnieuw te bestuderen. Indien dit niet tot een beslechting van het geschil leidt, wordt dit verwezen naar het Internationale Gerechtshof overeenkomstig het statuut van het Hof, tenzij de bij het geschil betrokken partijen overeenkomen het op andere wijze te beslechten.

Artikel XVI — *Uittreding*

1. De Lid-Staten van de Commissie kunnen te allen tijde na het verstrijken van een periode van één jaar na de datum waarop zij deze Overeenkomst hebben aanvaard, mededeling doen van hun voornemen uit de Commissie te treden. Deze uittreding wordt van kracht zes maanden na de datum waarop de Directeur-Generaal van de Organisatie de mededeling heeft ontvangen; hij doet alle Lid-Staten van de Commissie, alle Lid-Staten en alle Geassocieerde Leden van de Organisatie, alsmede de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties, mededeling van de ontvangst van een dergelijke mededeling.

2. De Lid-Staat van de Commissie die de buitenlandse betrekkingen van meer dan één grondgebied behartigt dient, tegelijk met de mededeling van uittreding uit de Commissie, te verklaren op welk grondgebied of grondgebieden deze uittreding van toepassing zal zijn. Bij gebreke van een zodanige verklaring wordt de uittreding geacht betrekking te hebben op alle gebieden welke internationale betrekkingen door de desbetreffende Lid-Staat worden behartigd. Een Lid-Staat van de Commissie kan mededeling doen van de uittreding van één of meer grondgebieden waarvan de internationale betrekkingen door die Lid-Staat worden behartigd. De Lid-Staten van de Commissie die mededeling doen van hun uittreding uit de Organisatie worden geacht tegelijkertijd uit de Commissie te treden en deze uittreding wordt geacht van toepassing te zijn op alle grondgebieden waarvan de internationale betrekkingen door de desbetreffende Staat worden behartigd, met uitzondering van de Geassocieerde Leden.

Artikel XVII — *Beëindiging*

Deze Overeenkomst wordt geacht buiten werking te treden wanneer het aantal Lid-Staten van de Commissie minder dan 6 wordt, tenzij de Staten die partij blijven bij de Overeenkomst met eenparigheid van stemmen anders beslissen, onder voorbehoud van de goedkeuring van de Vergadering van de Organisatie. De Directeur-Generaal van de Organisatie doet alle Lid-Staten van de Commissie, alle Lid-Staten en alle Geassocieerde Leden van de Organisatie, alsmede de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties mededeling omtrent de buitenwerkingtreding van deze Overeenkomst.

Artikel XVIII — *Inwerkingtreding*

1. Deze Overeenkomst treedt in werking wanneer 12 Lid-Staten of Geassocieerde Leden van de Organisatie er partij bij zijn geworden door nederlegging van een akte van aanvaarding overeenkomstig de bepalingen van lid 1 van artikel XIII van deze Overeenkomst.

2. Voor de staten die reeds lid zijn van de Commissie en die partij worden bij deze Overeenkomst treden de bepalingen van deze Overeenkomst in de plaats van de statuten van de Internationale Populierencommissie, aangenomen tijdens de tweede zitting van de Commissie die van 20 tot 28 april 1948 in Italië is gehouden.

Artikel XIX — *Authentieke talen*

De Engelse, Franse en Spaanse teksten van deze Overeenkomst zijn gelijkelijk authentiek.

D. GOEDKEURING

De Overeenkomst behoeft ingevolge artikel 60, lid 2, van de Grondwet de goedkeuring van de Staten-Generaal alvorens te kunnen worden aanvaard.

E. BEKRACHTIGING

Aanvaarding van de Overeenkomst is voorzien in artikel XIII, eerste lid.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst treden ingevolge artikel XVIII, eerste lid, in werking wanneer twaalf Lid-Staten of Geassocieerde Leden van de Organisatie er partij bij zijn geworden door nederlegging van een akte van aanvaarding overeenkomstig de bepalingen van artikel XIII, eerste lid.

J. GEGEVENS

Van het op 16 oktober 1945 te Quebec vastgestelde Statuut van de Voedsel- en Landbouworganisatie der Verenigde Naties is de tekst opgenomen in *Stb.* I 77.

Van het op 26 juni 1945 te San Francisco vastgestelde Handvest van de Verenigde Naties is de tekst opgenomen in *Stb.* F 321. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1961, 24.

De Internationale Populierencommissie is een onder auspiciën van de Voedsel- en Landbouworganisatie der Verenigde Naties in 1947 opgerichte intergouvernementele Organisatie, met het doel internationale samenwerking te bevorderen bij het bestuderen van alle wetenschappelijke, technische en economische vraagstukken betreffende de populierencultivatie. De Statuten van de Commissie zijn in 1948 goedgekeurd.

Uitgegeven de vijftiende september 1961.

De Minister van Buitenlandse Zaken a.i.,
J. DE QUAY.